



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SICCANOR de
respecter les dispositions de l'article 1.1 de son arrêté
préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 août 2005 pour son
établissement situé à DOUCHY-LES-MINES.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2005 autorisant la société SICCANOR à exploiter une unité de fabrication de catalyseurs et d'intermédiaires de synthèse pour le secteur de la chimie à DOUCHY-LES-MINES (59282), 11 route de Lourches ;

Vu le rapport en date du 13 mai 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement constatant à l'issue d'une visite d'inspection sur site en date du 2 mai 2013 le non respect des dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2005 susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à la société SICCANOR par voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, pris conformément à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement, de respecter les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2005 susvisé ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société SICCANOR, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatif à son site d'exploitation situé 11, rue de Lourches à DOUCHY LES MINES (59282).

Article 2 -

En application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, la société SICCANOR située sur le territoire de la commune de DOUCHY LES MINES est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de fournir les nouveaux éléments d'appréciation pour mettre à jour la liste de ses installations, prévues à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2005.

Article 3 -

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 4 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 5 -

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de DOUCHY-LES-MINES,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DOUCHY-LES-MINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 12 AOU 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint

Eric AZOULAY

